

ÉDITORIAL

Par FABRICE ROUSSELOT

Sillon

Muhammad Yunus ne veut pas sauver le monde. Il n'en a jamais eu la prétention. Depuis plus de trente ans, le Bangladais creuse son sillon avec obstination, habité par une idée simple : si l'on veut vraiment lutter contre la pauvreté endémique, il faut prêter de l'argent aux plus déshérités et leur permettre de sortir de la misère. Rien de révolutionnaire là-dedans et pourtant le microcrédit a, petit à petit, fait son chemin sur la planète, pour devenir aujourd'hui l'une des composantes essentielles d'une économie solidaire qui prospère en ces temps moroses. En France, en Allemagne, aux États-Unis, l'expérience – que l'on croyait réservée aux pays en voie de développement – a changé le quotidien de milliers de foyers en difficulté. Certes, le microcrédit n'apporte pas toutes les solutions et reste marginal à l'échelle mondiale. On peut aussi estimer que certains grands groupes s'y adonnent autant pour améliorer leur image que pour produire un réel résultat. Mais alors que la crise perdure, Yunus propose aussi une autre vision : celle d'un système qui ne s'articule pas autour du seul profit mais fait du social une vraie priorité. A Paris, à New York, à Dacca, le rédacteur en chef d'un jour de *Libération* raconte les mêmes histoires. Des histoires d'hommes et de femmes qui n'avaient plus foi en grand-chose et qui, soudain, à la faveur de quelques milliers d'euros, de dollars ou de takas, sont redevenus les acteurs de leur propre destin.

REPÈRES



CHALAY

L'INVITÉ DE «LIBÉ»

Il est venu un jour, puis un autre. Modeste Nobel, qui parle en praticien, pas en théoricien. A 69 ans, ce Bangladais nobélisé il y a quatre ans se veut un «prêteur d'espoir». Parti avec 27 dollars en poche, il a ouvert il y a 34 ans une brèche dans «l'apartheid bancaire». La Grameen («village» ou «rural» en bengali) Bank a fait des petits. Anticharité, Yunus assume son côté révolutionnaire homéopathique, qui veut changer le système en s'appuyant sur le marché. «Lutter contre la pauvreté est radicalement de gauche, faire entrer ces pauvres dans l'économie de marché, radicalement de droite», dit Jacques Attali, de PlanetFinance. Yunus voit ça autrement : «L'exclusion et la pauvreté sont le terreau de tous les extrémismes, et de toutes les guerres.» C.L.

Pour le «banquier des pauvres» Muhammad Yunus, la crise financière est l'occasion de «redessiner le système» :

«Le microcrédit devrait faire partie des droits de l'homme»

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

Prix Nobel de la paix en 2006, inventeur du microcrédit, Muhammad Yunus donne sa vision de la crise à *Libération*.

L'ENJEU

Depuis 1976, date de la fondation la Grameen Bank au Bangladesh, les idées de Yunus ont essaimé. La France, l'Allemagne ou les États-Unis pratiquent aussi la microfinance.

Recueilli par CHRISTIAN LOSSON et FABRICE ROUSSELOT
Photos JÉRÔME BONNET

Nobel de la paix, Muhammad Yunus n'est ni un théoricien ni un idéologue. Un praticien. Qui s'interroge, et tente d'apporter des pistes de réponses. Pourquoi rien ne change alors que tout devrait changer face à une économie qui «*ressemble à un château en papier dans le ciel*»? Comment le leadership politique reste englué dans un monde où les nouvelles générations ne se reconnaissent plus? Peut-on concilier business et social et promouvoir une économie à visage humain? Comment l'inventeur du microcrédit analyse-t-il la macrocrise actuelle? La crise, c'est l'échec du système. Nous continuons comme s'il n'y avait pas de problème mais cet effondrement du système montre bien que, fondamentalement, quelque chose ne marche pas. Nous avons un bouquet de crises : alimentaire, financière, sociale, climatique, etc. Le point commun entre ces crises, c'est qu'elles sont enracinées dans l'architecture du monde économique basé sur l'obsession du profit. Que faut-il faire pour vraiment sortir de cette logique?

Cette crise est une chance pour redessiner le système. Il faut repenser les institutions financières, repenser les agen-

ces de notation, repenser les banques. Elles ne devraient pas être grosses au point que le gouvernement soit obligé d'intervenir si elles s'écroulent. Elles doivent être plus petites, avec des activités et des spécialités différentes. Elles doivent intégrer les plus pauvres sans accès aux services financiers. Nous avons mis du temps à faire entrer l'être humain dans la théorie économique; et nous l'interprétons de façon très étroite. L'être humain fait de l'argent, il n'est là pour rien d'autre dans le système actuel qui sert de «maximiseur de profit». Or il a tant d'autres dimensions...

Le G20 a beaucoup parlé d'un nouveau capitalisme. Mais, des paradis fiscaux aux bonus des traders, c'est toujours «business as usual»...

Le G20 n'a pas changé les institutions. Il doit tailler dans le vif, ne pas se contenter de vœux pieux. Les gouvernements mettent de l'argent ici ou là, parce que quand il y a un problème, c'est la seule chose qu'ils savent faire. Le système existant est basé sur l'égoïsme, on doit en construire un basé sur l'altruisme. Il faut créer des entreprises pour changer la vie des autres, faire du business social.

Au-delà des mots, y a-t-il une réelle volonté des politiques?

Je ne crois pas. Vous voyez un changement dans le monde? Non. Les politiques vont d'une élection à l'autre alors que changer en profondeur le système nécessite une autre dimension, un autre temps. C'est à nous, les citoyens, de décider, de créer les conditions d'un mouvement social. Nous devons imposer le changement. Et c'est le moment. Les jeunes aussi. Cette jeune génération

n'est plus la même que dans les années 60 et 70 où nous avons grandi. Pour nous, un succès financier était une chose formidable. Eux veulent avoir un impact sur la vie de tous, et en tirer des satisfactions. Ils sont plus sensibles à l'aspect social que nous ne l'étions. Ils sont plus créatifs, mais on ne leur offre pas la chance de se montrer productifs et utiles. On ne leur offre pas de rêves, pas d'horizon, pas d'idéaux, alors qu'ils ont tous les outils pour en trouver...

Des sommes énormes ont été versées pour sauver le système. Obscène? L'argent ne résout pas les problèmes. Il faut la bonne machine pour utiliser cet argent. Si vous ne réglez pas la machine, vous continuez à verser de l'essence... comme pour une petite voiture. Prenez un rickshaw : il n'a pas la capacité de dépasser les 50 km/h. Il faut donc modifier le moteur pour qu'il puisse atteindre les 100 km/h. Ensuite, vos efforts seront utiles. Sinon ça ne sert à rien. Mais une machine ne suffit pas. Les machines ne changent pas le monde. Leç hommes, si.

De grandes entreprises disent «faire du social». Comment faire pour que, au-delà de la com, ce soit efficace? En France, deux entreprises font du business social, Danone et Veolia. Danone produit des yaourts pour lutter contre la malnutrition des enfants. On me demande : «N'avez-vous pas l'impression que Danone se sert de vous?» Mais c'est moi qui me sers de Danone! Je leur dis : «Je vous en prie, servez-vous de moi!»

Social et business sont-ils deux mondes compatibles? Mon idéal de départ était de les... ●●●

LA MICROFINANCE

On désigne sous le vocable microfinance l'ensemble des produits financiers proposés à tous ceux qui sont exclus du système financier (bancaire) classique ou formel : microcrédit, moyens de paiement, transfert d'argent...

Parmi les huit courts métrages commandés à des réalisateurs de renom pour illustrer les objectifs du millénaire de l'ONU, celui de Wim Wenders aborde la question de la lutte contre la pauvreté à travers le microcrédit. Il sera présenté ce soir au Grand Rex de Paris, en présence du réalisateur et de Muhammad Yunus.

Muhammad Yunus dans les locaux de Libération, mardi.



... réconcilier, même si le business que je défends n'a pas pour objectif de produire du revenu. Quand je parle aux Américains, ils ne comprennent pas : comment pouvez-vous faire quelque chose qui ne génère pas de l'argent ? Mais si on enseigne aux enfants qu'il y a deux formes d'entreprises - l'une est le business social, l'autre fait de l'argent -, ils vont comprendre les choses et, en grandissant, ils peuvent avoir envie de s'investir. J'investis, je crée de l'entrepreneuriat social pour créer des emplois. Et je veux seulement récupérer ma mise.

A côté du marketing du greenwashing, l'écoblanchiment, va-t-on vers un boom du socialwashing ?

Mais si ça marche, si ça permet d'avancer, pourquoi pas ? Et même si cela ne représente que 10% des firmes qui se disent « sociales », c'est déjà ça. Les firmes doivent apprendre qu'elles ne sont pas condamnées à vouloir des rendements de 15% et qu'elles peuvent aussi faire du business social...

Vous êtes très pro-mécanisme de marché, qui, faute de régulation, a été à l'origine de la crise. Cela réhabilite-t-il le rôle de l'Etat, du gouvernement ?

La crise n'est pas un échec du marché, mais des institutions et des hommes, qui, de super-avides, se sont vus encore plus super-cupidés. Quant aux gouvernements, je dis simplement : « Pourquoi ne faites-vous pas du business social ? » L'aide sociale seule n'est pas une solution. Elle prive les gens de leur dignité. Il faut leur donner l'occasion de sortir d'un système d'assistés... C'est un discours très à droite, très libéral...

Oui, je sais (rires). Mais on n'a pas le droit d'abandonner les gens. Il faut leur donner une chance de changer de vie, d'aller de l'avant. Mais pour eux, rester sur place à ne rien faire, avec des enfants qui naîtront dans le même environnement, ce n'est pas bien.

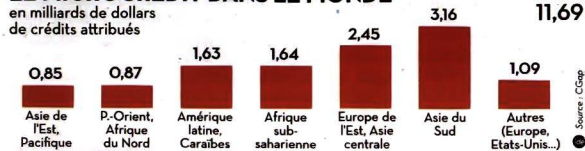
Cela fait des décennies que vous défendez le microcrédit. Quelle a été la réponse des gouvernements ?

Les gouvernements ne devraient pas s'impliquer financièrement pour une bonne raison. Dès que le gouvernement s'en mêle, la politique s'en mêle. La politique et le microcrédit ne font pas bon ménage. Parce qu'on se met à chercher de l'argent non pas pour changer la vie des gens, mais dans un but politique : nous vous donnons l'argent, et tâchez de vous en souvenir en allant voter. Par contre, les gouvernements devraient établir des législations pour mieux réguler le microcrédit et déterminer quel type d'établissement peut prêter aux plus pauvres.

Les critiques contre le microcrédit sont nombreuses. La principale : il ne permet pas de sortir des trappes de la pauvreté... Nous essayons, nous ne réussissons pas à 100%. Mais si vous avez mieux à proposer, allez-y ! Le business social ne sert pas à faire de l'argent, donc on ne ...

LE MICROCRÉDIT DANS LE MONDE

en milliards de dollars de crédits attribués



3 000 jeunes sont attendus ce soir au cinéma le Grand Rex à Paris, à 17 heures 30 pour discuter avec le Prix Nobel de la paix 2006, Muhammad Yunus. Organisé à l'initiative de la chaire HEC Paris Social Business/Entreprise, avec le concours de Reporters d'Espoirs et de Danone communities, le débat s'organise avec Martin Hirsch, Haut Commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté, et Franck Riboud, le PDG de Danone.

«La vision du monde de Muhammad Yunus est profondément optimiste : selon lui, chacun de nous est un entrepreneur en puissance.»

Esther Duflo économiste

peut pas me reprocher de m'enrichir. Je veux aider les gens à s'en sortir, à sortir du chômage. Pour l'auto-entreprise, il faut de l'argent, donc je leur dis : Toilà de l'argent, vous pouvez commencer quelque chose. C'est pourquoi ça marche si bien avec les femmes. Tout n'est pas parfait. Offrez-leur une meilleure route.

La Grarneen Bank, avec 30 000 personnes et 2600 branches, n'est-elle pas une multinationale comme les autres ?

Nous avons 8 millions d'emprunteurs, environ 90% remboursent leurs prêts. Nous n'acceptons pas d'argent des agences officielles, du gouvernement, des fondations. Pour ouvrir une banque, il faut avoir des millions de dollars. La banque conventionnelle, c'est comme un énorme paquebot appareillant pour l'océan avec une foule de passagers abord. La banque de microcrédit, c'est comme une pirogue qui flotte sur une eau peu profonde. Si vous, voulez la même architecture qu'une banque conventionnelle, ça ne marchera pas. Il vous faut élaborer une nouvelle architecture.

Les banques traditionnelles veulent frayer dans les mêmes eaux que les banques de microcrédit. Une menace ?

Les banques commerciales ne font pas de microfinance. Elles prêtent de l'argent aux organismes de microfinance. Mais si ça leur paraît bien, pourquoi ne pas le faire elles-mêmes ?

Le microcrédit est une invention, qui, à l'instar de la démocratie participative, vient des pays du Sud. Depuis, vous essayez dans le monde entier, jusqu'aux Etats-Unis ou à Bahrein...

Nous avons lancé le programme à New York il y a deux ans. Ça a très bien marché (lire page 6). Des prêts moyens de 2000 dollars... destinés à 99,9% à des femmes. Les grandes banques s'écroulent, le microcrédit s'épanouit. Mais comme nous ne sommes pas une banque, il faut que quelqu'un nous procure des fonds. Ainsi, une fondation nous a fourni le financement de départ. Et maintenant, c'est San Francisco qui nous invite pour faire la même chose. Cela va d'une boutique pour animaux domestiques à la garde d'enfants, en

passant par des boutiques de vêtements, etc.

Autre grief formulé contre le microcrédit : les taux d'intérêt élevés « à la subprime », parfois proche des taux d'usure. C'est une critique qui nous est faite couramment. La réalité, c'est que vous devez évaluer vos coûts et couvrir vos frais. Mais pas chercher à gagner de l'argent sur les dos des pauvres. Personne ne vous demande de faire de l'argent. Le microcrédit, c'est justement

une alternative aux usuriers, aux requins qui attaquent les pauvres. Il faut donc faire autant de restrictions que possible. Limiter les taux d'intérêts. Si vous faites dans les 10%, vous êtes dans le vert, vous êtes remboursés. Si vous faites entre 10 et 15%, vous êtes dans le microcrédit. Si vous êtes au-dessus de 20%, vous êtes dans le rouge, c'est l'usure... Dès que le microcrédit est devenu populaire, des requins ont voulu faire de l'argent. Mais le microcrédit est

Muhammad Yunus.

Là pour aider les gens à sortir de la pauvreté, pas pour que les riches fassent de l'argent sur le dos des pauvres une fois de plus.

12 milliards de dollars, c'est le montant total du microcrédit actuellement dans le monde. Cela tient du grain de sable...

La Grarneen Bank fait à elle seule environ 1,5 milliard de dollars. Ce qu'on ne pouvait pas faire, nous disait-on à l'époque, peut maintenant se faire. Nous prêtons de l'argent et on nous le rend. Les gens couvrent leurs frais. On n'a pas le droit de laisser des milliards de gens sur le pavé.

Le microcrédit est-il condamné à jouer les béquilles du système ou pourra-t-il jouer un grand rôle dans l'économie ? L'avenir est grand ouvert. A condition qu'on le prenne au sérieux. Sinon, ça restera une sorte de boutique.

C'est juste un commencement ? Combien de temps doit durer un début ? Trente ou quarante ans ? Personne à Paris ne devrait se voir refuser un microcrédit. Cela devrait faire partie des droits de l'homme. Cela fait partie des responsabilités d'une société de permettre à tout le monde l'accès à cela. Aux politiques de l'encourager, poussés par la société.

Vous êtes très critique sur les politiques, mais vous avez tenté l'aventure...

C'était en 2007. C'était un temps de grande corruption, de grande détresse. Cela a duré trois mois. Des politiciens véreux ont vite voulu intégrer mon parti parce que le gouvernement mettait tout le monde en prison. J'ai préféré laisser tomber.

Vous rencontrez de grands pontes de la finance, du Trésor. Pensez-vous qu'ils vous prennent au sérieux ou servez-vous d'alibi ?

Parfois c'est sérieux et parfois un peu moins. Ils voyaient éventuellement une alternative pour les gens. Ce qui est sûr, c'est qu'ils ont du mal à refuser une rencontre. Cela m'aide pour tenter de faire avancer mes causes.

Un message ?

Oui, à l'intention des jeunes : sachez quel monde vous voulez créer, écrivez-le, accrochez-le sur le mur et travaillez pour ça.

Les réseaux, nombreux, se déploient sur tout le territoire, et même les banques s'y mettent.

La bonne fortune de la finance solidaire française

active, une association à la tête d'un réseau. « L'idée, c'est de faciliter les échanges entre les banques au niveau de nos comités départementaux avec France active », explique Philippe Caplet, le directeur du Centre d'information bancaire, et il promet que « tous les grands réseaux vont proposer ainsi du microcrédit, et sur tout le territoire » à une cible voisine de celle de l'Adie : « Des personnes en difficulté qui veulent créer leur business. »

Si les banques s'engagent ainsi, ce n'est pas par un altruisme soudain, mais parce qu'elles ont depuis 2006 un filet de sécurité. Il a pour nom le Fonds de cohésion sociale, et il garantit à hauteur de 50% les microcrédits. Le résultat reste assez modeste : « Entre 5000 et 6 000 dossiers financés Van dernier », chiffre Philippe Collot. En fait, la balle est plutôt dans le camp des associations et de leurs accompagnateurs. Pas d'accès au crédit sans

avoir ficelé son dossier et sans être accompagné. Une sorte de parrainage. A l'Adie on affiche 93% de taux de réussite.

En sera-t-il de même avec le dernier avatar de la microfinance : le microcrédit personnel ? Même public, même montant, à une nuance près : il aide à financer un bien ou un service (permis de conduire, voiture...) qui conforte l'insertion d'un exclu du crédit. Pionnière en France, la mairie de Paris s'est lancée. Le démarrage est plutôt poussif. Olga Trostiansky, adjointe au maire, en dresse un premier bilan : « 1 000 dossiers instruits en 2009 et 400 prêts accordés. » Mais elle réfléchit déjà à l'assouplissement du dispositif. Chez Habitat et humanisme, association partenaire censée rabattre la clientèle, on n'a pas réussi à monter un seul dossier : « Nos accompagnateurs ne sont pas d'itn enthousiasme délinquant pour ajouter de l'endettement aux familles qu'ils suivent », confie un responsable.

CATHERINE MAUSSON